



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S. Nouvelle série N°93 (N°175) – 2 €

30 JANVIER 2025

**Face aux attaques du gouvernement, une seule issue : l'affronter.
Dans ce but, imposer aux directions FO, CGT, FSU de rompre avec lui,
de sortir du conclave convoqué par Bayrou
et d'organiser le combat centralisé contre le budget !**

Le PS et les directions syndicales unis dans le soutien à Bayrou pour « stabiliser » la situation politique

C'est le fait politique majeur à l'issue de la séquence politique qui s'achève avec le non vote de la motion de censure après la déclaration de politique générale de Bayrou. Car s'il était acquis que le RN ne voterait pas la censure, donc qu'elle ne passerait pas, cela ne garantissait en rien la longévité du gouvernement Bayrou (selon le scénario déjà vu concernant le gouvernement Barnier).

Pour la bourgeoisie française, il était impérieux de sortir de la situation d'instabilité politique qui aggrave la situation économique et financière au moment où elle aurait au contraire besoin d'agir et de porter les coups les plus durs au prolétariat et à la jeunesse pour contrecarrer son déclin accéléré.

C'est pourquoi le PS a décidé de se comporter en « parti de gouvernement » en ne votant pas la censure, sans avoir obtenu ne serait-ce que la suspension de la réforme des retraites. De leur côté, les directions des confédérations syndicales ont prêté leur concours à l'opération en acceptant de participer au conclave convoqué par Bayrou sur la réforme des retraites qui n'est qu'un alibi d'où il ne peut de toute façon rien sortir de positif car il est soumis au droit de veto du MEDEF.

Mais la bourgeoisie ne se fait pas d'illusion. Ce n'est qu'un peu de visibilité qui a été accordée au gouvernement Bayrou.

À l'origine de la crise politique : la décrépitude de l'impérialisme français à l'échelle internationale

Les forces militaires françaises, garantes de la domination impérialiste française, sont aujourd'hui chassées d'Afrique. Le Tchad a mis fin le 28 novembre dernier à l'accord de coopération avec la France, obligeant les troupes françaises à quitter le pays. C'est le dernier domino de la présence militaire de la France au Sahel qui tombe. En Afrique de l'Ouest aussi, les troupes françaises sont sur le départ : après que le gouvernement sénégalais a déclaré qu'il ne veut plus de présence militaire française, le contingent des troupes françaises en Côte d'Ivoire va être drastiquement réduit ce mois-ci. Sur le plan économique et financier, la tendance est la même : les banques françaises (la Société Générale et le Crédit Agricole) se retirent aussi d'Afrique pour laisser la place aux banques américaines, par exemple JP Morgan, qui ne se font pas prier, alors que dans tout le Sahel des groupes chinois se substituent aux groupes français tels que Orano dans l'extraction des matières premières. Même si la bourgeoisie française conserve à ce

jour des positions importantes en Afrique par ses investissements, le mouvement vers la liquidation de sa place d'impérialisme dominant en Afrique francophone est donc aujourd'hui largement engagé.

Au Moyen-Orient, l'impérialisme français est réduit à un rôle marginal. La France, pourtant ancienne puissance coloniale, a tout juste réussi à conserver un strapontin dans le comité de surveillance de l'accord de cessez-le-feu sur le Liban présidé par les USA. Macron a dû pour cela garantir au criminel de guerre Netanyahu poursuivi par la CPI qu'il ne courait aucun risque d'extradition s'il venait en France. En Ukraine : les déclarations « *sabre au clair* » de Macron il y a quelques mois, faisant comme si la France pouvait jouer un rôle d'éclaireur sur l'envoi de troupes des impérialismes occidentaux en Ukraine, n'étaient que des postures. C'est comme auxiliaire de la *pax americana*, comme supplétif de l'impérialisme US, que la France interviendrait.....(suite page 2)

Sommaire

• ÉDITORIAL	P.1
• SITUATION INTERNATIONALE	P.10
• LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S.....	P.21
• ON NOUS COMMUNIQUE.....	P.22

Dans ses possessions coloniales aussi

Un autre sujet de préoccupation majeure pour l'impérialisme français aujourd'hui est la situation dans ses colonies d'Outre-mer, en particulier Mayotte, la Kanaky (dite « Nouvelle-Calédonie ») et les Antilles dites « françaises ». Il est révélateur à ce sujet que le ministère des Outre-mer ait été confié à Valls dans le nouveau gouvernement. C'est un homme qui a fait ses preuves auprès de Rocard en travaillant sur les accords de Nouméa qui ont permis de préserver la domination française sur la Kanaky jusqu'ici. Un homme qui a incarné le renforcement policier de l'État sous la présidence Hollande. Une double qualification, qui lui vaut d'être considéré comme particulièrement apte à défendre l'ordre colonial français.

À Mayotte, territoire crucial pour ses intérêts géostratégiques dans l'océan Indien, l'impérialisme français s'est mis dans une situation inextricable. En réalité, Mayotte n'est pas un département français mais une île de l'archipel des Comores qui a été artificiellement séparée du reste des Comores par l'impérialisme français. Il n'y a donc pas d'immigration à proprement parler à Mayotte car les Comoriens y sont chez eux. Mais l'impérialisme français ne veut pas de cette population qu'il qualifie mensongèrement de population immigrée. Le cyclone Chido a agi comme un révélateur, mettant sous les yeux du monde entier à quelles extrémités en est réduit l'impérialisme français pour maintenir sa domination : il parque toute une partie de la population dans un gigantesque bidonville, la prive du droit démocratique élémentaire d'aller et de venir en lui imposant des visas territorialisés, et impose à l'ensemble de la population de l'île des conditions d'existence sur tous les plans insupportables.

Aujourd'hui, l'État français entend profiter de Chido pour passer au stade supérieur dans l'application de cette politique. C'est ainsi que le plan « Mayotte debout » du gouvernement annonce que « *les autorités locales et l'État s'accordent à interdire la reconstruction des « bangas » (bidonvilles, ndlr)* ». Or la moitié de la population adulte des bangas, qui représentent 40 % de l'habitat de l'île, est composée de Comoriens n'ayant aucun droit aux aides sociales, dès lors qu'ils n'ont pas de titre de séjour, qui subsistent en vivant de « petits boulots ». Comment ferait la population des bangas dans ces conditions pour obtenir les prêts dont il est question dans le plan Bayrou afin de construire « en dur » ? A défaut, que deviendrait-elle ? La tribune signée par les ministres Retailleau, Lecornu et Valls dans *Le Figaro* qui déclarent « *sans fermeté migratoire nous ne reconstruirons que sur du sable* » et qui appellent à « *changer les règles* », annonce la couleur : il s'agit pour l'impérialisme français d'éradiquer les bangas pour faciliter la mise en œuvre d'une politique d'expulsions massives. Marine Le Pen, qui ne pouvait être en reste, a vu là l'opportunité d'une opération politique contre l'immigration. Elle en a rajouté en venant sur l'île réclamer la suppression totale du droit du sol, dont l'application est déjà restreinte à Mayotte, et « *la destruction rapide par les*

autorités de tout matériel, tôles et bouts de bois » pour empêcher la reconstruction des bangas. À l'évidence, la situation d'exception de Mayotte et des autres territoires coloniaux, notamment sur les questions répressives, d'immigration ou de droit du sol, est une sorte de laboratoire préparant la politique que les différentes tendances de la bourgeoisie s'accordent à vouloir mettre en œuvre en France même, dans une surenchère permanente sur le terrain du programme du RN.

La responsabilité élémentaire des directions du mouvement ouvrier est de s'opposer à cette politique. C'est de combattre pour le retrait du plan « Mayotte debout », contre toute remise en cause du droit du sol et d'y opposer l'exigence d'un plan de reconstruction sous contrôle du mouvement ouvrier, de combattre pour l'obtention des mêmes droits aux prestations sociales pour tous, la suppression des visas territorialisés et le rétablissement de la liberté de circulation pour toute la population comorienne.

Le traitement que l'État colonial réserve à la Kanaky n'est pas foncièrement différent. Après l'avoir mise à feu et à sang en se livrant à un chantage sur le dégel du corps électoral pour contraindre la population kanak à accepter le maintien de la domination française, après avoir emprisonné et déporté en France des dirigeants kanaks, le gouvernement français dans sa grande générosité a consenti un prêt de 1 milliard aux autorités locales pour réparer les conséquences économiques désastreuses de sa politique. Outre le fait que ce prêt ne couvre que la moitié du coût des destructions, comment la Kanaky pourrait-elle aujourd'hui le rembourser alors qu'elle est exsangue, avec un PIB diminué de 25 %, des destructions considérables, que les usines de nickel, principal employeur privé de l'île, ferment, et que près d'un tiers de sa population adulte est au chômage ? En réalité, ce prêt est un nouvel outil d'assujettissement de la Kanaky au colonialisme français. C'est pourquoi les directions du mouvement ouvrier doivent aujourd'hui combattre pour la libération des prisonniers politiques kanaks et pour un plan de reconstruction de la Kanaky élaboré par les organisations du peuple kanak et contrôlé par elles.

Concernant les Antilles c'est la même incapacité de l'impérialisme français que révèle la question de la vie chère : la « France » est incapable d'assurer un véritable développement économique à ces entités artificielles que sont les Antilles françaises détachées de leur environnement économique naturel, à savoir les autres îles des Antilles. C'est pourquoi les dirigeants du mouvement ouvrier doivent exiger l'annulation de la peine de prison prononcée contre le dirigeant du mouvement récent contre la vie chère en Martinique.

Mayotte, Kanaky, les Antilles : l'impérialisme français n'a plus les moyens d'assurer le maintien de son ordre colonial à des conditions un tant soit peu acceptables par les masses.

Et dans l'UE

En Europe aussi le déclin de la position de la France est manifeste. C'est le cas sur le plan économique, avec la dégradation continue du solde de ses échanges avec les autres pays européens et la baisse de la productivité, plus importante en France que dans les autres pays européens depuis la crise sanitaire. Sur ces questions, nous renvoyons le lecteur à l'article sur la situation internationale dans ce même numéro de *CPS*.

Mais c'est sur la question des finances publiques que le décrochage de la France est le plus net. Le déficit budgétaire 2024 de l'État, qui dépasse 6 % du PIB, est le plus élevé des pays de l'UE, après celui de la Roumanie. Pour ce qui est de la dette publique, la France est à l'antépénultième place

en Europe, juste devant l'Italie et la Grèce, avec une dette qui atteint fin novembre 113,7 % du PIB. La France doit maintenant payer des taux d'intérêts plus élevés que l'Espagne, le Portugal et autant que la Grèce pour placer ses bons d'État. Sur le plan politique, le fait que T. Breton se soit fait éjecter par von der Leyen de son poste de commissaire atteste de la perte d'influence de la France au sein des institutions européennes. Celui-ci l'a d'ailleurs amèrement reconnu en déclarant : « *la France est aujourd'hui reléguée au même niveau que l'Italie, l'Espagne et la Pologne. Son poids est aujourd'hui très dilué par rapport à la commission précédente. Mon portefeuille de commissaire a été réparti entre 5 commissaires* ».

La montée en puissance du RN

Le déclassement de l'impérialisme français fait évidemment le lit du RN auprès de tous les secteurs de l'appareil d'État bourgeois (armée, gendarmerie, police) nostalgiques de la « grandeur » passée de la France. Il est notable à cet égard que ce soit des rangs de la hiérarchie militaire que se sont exprimées les plus fortes réticences au retrait des troupes françaises d'Afrique. Il est clair également qu'on ne peut que faire le lien entre la crise de l'impérialisme français, son déclin, la dégradation de la situation des populations des DROM-COM (anciennement DOM-TOM) et les résultats électoraux importants et apparemment surprenants qu'a pu réaliser à différentes reprises le RN dans les Outre-mer.

Plus généralement, si le RN a pu apparaître comme une solution à de larges couches du prolétariat et de la petite bourgeoisie plongées dans l'impasse par le déclin de la bourgeoisie française, c'est le résultat politique des 50

dernières années qui ont vu les gouvernements structurés par le PS, et soutenus par le PCF, les trahir systématiquement lorsqu'ils ont exercé le pouvoir, et les dirigeants des organisations syndicales se soumettre constamment à la bourgeoisie française. Cette politique bouchant toute issue politique alternative vers le socialisme a conduit des millions de prolétaires frappés par les plans de restructurations et de petits bourgeois soumis à la pression de plus en plus forte de la concurrence internationale à conclure « tous pareils » et à ne voir d'autre solution que dans le repli national et le rejet des immigrés qu'incarne le RN.

C'est là l'origine de la montée en puissance électorale du RN, devenu sur le plan électoral le premier parti de France avec près de 11 millions d'électeurs aux dernières élections législatives, et de la crise politique d'une profondeur inédite sous la V^e république qui sévit aujourd'hui.

Le RN et la censure du gouvernement Barnier-Retailleau

Le gouvernement Barnier-Retailleau était depuis sa constitution à la merci du RN car après les élections législatives, il n'avait pas été possible, malgré l'appel du MEDEF (repris par Macron), de faire prévaloir « l'intérêt du pays » sur les intérêts partisans, de constituer le gouvernement dit de « l'arc républicain » allant de LR jusqu'au PS qui aurait constitué la meilleure solution pour stabiliser la situation politique. Cela en raison de la pression exercée par le RN sur LR et de LFI sur le PS. Après le refus de la direction Faure du PS de participer à un gouvernement avec les macronistes ou de lui apporter son soutien, Macron s'était tourné vers la formation d'un gouvernement Barnier avec LR, auquel le RN avait donné son aval, cela lui permettant de renforcer sa légitimité vis-à-vis de la bourgeoisie en affichant une attitude de parti « responsable ».

Mais après avoir fait monter les enchères auprès du gouvernement Barnier pendant le débat budgétaire, le RN a décidé de sa chute en votant la motion de censure déposée par le NFP. Le RN, qui s'adresse à la fois à la bourgeoisie

et aux couches populaires, comme l'ont montré ses votes contradictoires durant la séquence budgétaire, a estimé, au vu des résultats des sondages de plus en plus défavorables au gouvernement à mesure que les couches populaires prenaient connaissance des attaques portées contre elles par les projets de budget, qu'il courait le risque que la fraction populaire de son électorat se détourne de lui s'il permettait aux budgets Barnier de passer. Or le vote des couches populaires qui composent une fraction importante de ses 10 à 11 millions d'électeurs lui est indispensable pour accéder au pouvoir. C'est pourquoi le RN a décidé de censurer Barnier en faisant le calcul qu'une fois toutes les solutions bancales (du type Barnier ou Bayrou) épuisées, la bourgeoisie se rendrait à l'évidence qu'il constitue la seule solution pour stabiliser la situation politique à son profit. Bien sûr, le verdict attendu à la fin du premier trimestre sur le procès de Le Pen a pu jouer aussi dans la décision du RN, sachant que si la marche à une présidentielle anticipée était engagée, il serait beaucoup plus difficile de prononcer l'inéligibilité de la candidate du RN.

Le PS conduit à « prendre ses responsabilités » en défense de la bourgeoisie française

Au moment de la chute du gouvernement Barnier, toutes les organisations patronales ont protesté contre la censure qui enfonçait un peu plus le capitalisme français dans la crise. Il a été question d'élargir le « socle commun » pour constituer un gouvernement qui ne dépende plus du RN. Arithmétiquement, cela voulait dire un gouvernement ayant le soutien tacite ou express du PS. C'est pourquoi Macron a organisé une réunion des partis de « l'arc républicain », c'est-à-dire sans le RN ni LFI. Il semblait donc qu'après l'expérience de l'échec du gouvernement Barnier, les conditions étaient réunies pour mettre enfin en place la solution offrant le plus de garanties pour stabiliser la situation, c'est-à-dire un gouvernement de « l'arc républicain ».

Pour autant, la censure de Barnier n'a en rien modifié les rapports de forces au sein du NFP, notamment le fait que le PS, qui a perdu son électorat populaire et n'a plus d'électorat stable, demeure électoralement dépendant de LFI. Il était donc exclu pour le PS d'entrer dans un gouvernement avec le « bloc central ». Il demeurerait dans l'opposition, dirent ses dirigeants. Toutefois le PS, en tant que « parti de gouvernement », c'est-à-dire de parti qui a fait ses preuves de gestionnaire loyal des intérêts de la

bourgeoisie, se devait de « prendre ses responsabilités ». Il a donc proposé un « deal » consistant à renoncer au vote d'une motion de censure, en contrepartie d'un non recours à l'article 49/3 par le gouvernement qui serait constitué.

Pour le PS, l'objectif était de permettre la formation d'un gouvernement qui, étant assuré de ne pas être censuré, s'engagerait dans une politique de compromis jusqu'à l'été prochain, voire dans l'idéal jusqu'à l'élection présidentielle de 2027. En réalité, il s'agissait pour le PS d'éviter une crise de régime et de sortir « le pays » de l'impasse en permettant la constitution d'un gouvernement stable au service de la bourgeoisie. Mais l'exercice s'annonçait particulièrement dangereux pour le PS. Il était clair qu'en s'engageant dans cette voie il s'exposerait à la critique acérée de Mélenchon qui, pour atteindre son objectif présidentiel, se doit de liquider le PS.

C'est pourquoi le PS a entraîné sur sa position le PCF et EELV pour ne pas se retrouver seul à « bouger » et posé comme condition la suspension jusqu'en 2027 des mesures d'âge contenues dans la réforme Macron des retraites et l'organisation d'une conférence sur le financement des retraites associant les confédérations syndicales.

Les appareils syndicaux montrent la voie en donnant l'exemple de l'union nationale

Dans cette situation, les directions syndicales ont estimé nécessaire de franchir un pas. Depuis l'ouverture de la crise politique, elles étaient loin d'être restées passives. Au contraire, elles n'avaient cessé de faire « assaut de responsabilité ». Dès le 11 juillet, à peine le résultat des élections législatives connus, elles s'étaient empressées de faire des offres de service en matière de dialogue social à la bourgeoisie pour que le « cours normal des choses » reprenne vite et pour stabiliser la situation. Offres de service auxquelles le MEDEF avait répondu en proposant la reprise des négociations sur l'emploi des seniors.

Cette entente sur la nécessité d'approfondir le « dialogue social » avait été concrétisée à la Fête de l'Humanité par l'organisation du débat entre le président du MEDEF et Binet. Elle a immédiatement débouché sur les négociations sur l'emploi des seniors et celles sur l'assurance-chômage, auxquelles le gouvernement vient de donner son agrément. À noter que les « partenaires sociaux » (représentants syndicaux et patronaux), sauf la CGT, ont signé l'accord sur l'assurance-chômage allant au-delà des économies demandées par le gouvernement, bien sûr au détriment des chômeurs.

Après la chute de Barnier, les directions syndicales ont remis cela dans une déclaration du 5/12 signée par toutes les organisations, qui réaffirme que « dans la période qui s'ouvre, la place et le rôle de la négociation collective doivent être renouvelés, renforcés et respectés » et conclut : « nos organisations appellent le chef de l'État et l'ensemble des acteurs à faire primer l'intérêt général sur leurs intérêts individuels ou partisans de court terme ». C'était mettre un coup de pression sur les dirigeants politiques, en expliquant que si les directions syndicales sont toujours prêtes à prendre leurs responsabilités pour stabiliser la situation comme elles l'ont démontré en participant au

« dialogue social » sous Barnier, il appartient à ceux-ci d'en faire de même.

Le 17 décembre, devant les débuts chaotiques de Bayrou, les dirigeants syndicaux des organisations dites représentatives, sauf la CGT, ont éprouvé la nécessité de franchir un pas supplémentaire en s'adressant en commun, avec les dirigeants du patronat, « à nos élus et responsables politiques » dans une déclaration qui affirme : « L'instabilité dans laquelle a basculé notre pays fait peser sur nous le risque d'une crise économique aux conséquences sociales dramatiques [...] Dans le respect du fonctionnement de nos institutions et des choix des élus de la Nation, il est de notre devoir de vous alerter sur les risques réels qu'une telle instabilité génère [...] nous appelons [...] à retrouver au plus vite le chemin de la stabilité, de la visibilité et de la sérénité ».

Cette déclaration intervenait le jour où Bayrou dans une séance de réponse aux questions du gouvernement était chahuté à l'Assemblée nationale et peinait à trouver un soutien, même auprès des groupes parlementaires du « bloc central » pourtant censés le lui apporter sans faille. Elle constituait un véritable rappel à l'ordre adressé à l'ensemble des dirigeants politiques pour leur dire : il faut arrêter les frais, il faut en finir avec les intérêts partisans et savoir faire des compromis, il faut faire prévaloir « l'intérêt du pays », il faut un gouvernement pour prendre les mesures indispensables à la défense du capitalisme français. Cette déclaration se conclut par une véritable offre de service aux dirigeants politiques en faisant valoir les prétendus acquis récents du « dialogue social » (sur l'emploi des seniors et l'assurance-chômage) qui ont consisté à appliquer aux chômeurs les conséquences de la réforme des retraites et à opérer de nouveaux prélèvements sur les fonds de l'UNEDIC.

La CGT n'a pas signé la déclaration. Mais on ne doit pas la dédouaner pour autant. Binet s'est réfugiée derrière le fait que ce texte n'aborde pas la question des plans sociaux. Il s'agit d'un faux-semblant. La direction de la CGT n'a pas pu signer la déclaration commune car cela risquait de provoquer une crise dans la CGT, mais elle en partage l'orientation, comme le montre sa signature du texte intersyndical du 5 décembre qui se situe exactement sur la même position. En signant la déclaration du 5 décembre, Binet a ouvert la voie à la signature de la déclaration

d'union nationale du 17 décembre. Elle porte la responsabilité de l'avoir autorisée. Voilà quelle est la réalité.

La portée de cette déclaration va bien au-delà du cadre du « dialogue social » habituel. Elle a marqué la situation en fixant le cadre de ce qu'est une politique responsable aujourd'hui pour la bourgeoisie. C'est à ce titre que Bayrou l'a lue devant l'AN le jour du vote de la motion de censure sur sa déclaration de politique générale.

Dès le 19 décembre, Bayrou annonce une concertation sans suspension sur la réforme des retraites

À peine deux jours après, le 19, Bayrou convoquait tous les partis de « l'arc républicain ». Il n'a pas manqué dans sa réponse, à la demande du PS, de s'appuyer sur l'offre de service des directions syndicales en appelant partis, syndicats et patronat à participer au trompe-l'œil qu'est sa proposition de concertation sur la réforme des retraites sans en suspendre l'application. *Les Echos* du 20 décembre écrivent : le Premier ministre veut permettre aux partenaires sociaux et aux partis politiques de « proposer une nouvelle réforme dans un délai de neuf mois » avec des « solutions nouvelles ». Si aucun accord n'est trouvé à l'issue de cette période, ce sera « le statu quo », « on revient à la réforme de 2023 », indique Matignon. Cela signifiait que le PS devait s'engager dans un soutien tacite au budget sans pouvoir afficher la moindre contrepartie tangible. C'est ce qui a conduit Olivier Faure et la délégation du PS à faire état de leur « désarroi », formule qui exprimait le fait que le PS estimait à ce moment-là qu'il ne pouvait aller plus loin dans les concessions sans se suicider politiquement.

Pourtant, la direction du PS était allée plus loin que Cazeneuve cet été en renonçant à revendiquer l'abrogation de la réforme des retraites. Simplement, il lui fallait un geste qui ait une traduction dans la réalité avec le gel du report de l'âge légal de départ à la retraite, un geste « qui se voit » pour mieux faire passer auprès de l'électorat le soutien au budget Macron-Bayrou que signifie l'absence de censure. Ce faisant, le PS allait très loin dans les concessions : sa proposition de conférence de financement ne pouvait que déboucher sur le constat que le financement des retraites, qui absorbe en France 15 % du PIB, constitue un boulet pour « l'économie française », et ouvrir la voie à de nouvelles mesures d'austérité dans la continuité de la réforme Touraine de 2013. C'est pourquoi d'ailleurs la proposition du PS ne disait mot de l'accélération du passage

aux 43 annuités pour bénéficier d'une retraite à taux plein dans la réforme Macron : de facto, elle avalisait cette piste. La proposition du PS était une position parfaitement « responsable » au compte de la bourgeoisie. Mais pour les Macron, Attal, Wauquiez il n'est pas possible d'afficher le moindre geste, le moindre signe qui pourrait apparaître comme un recul, car aucun recul n'est acceptable pour la bourgeoisie française sur les retraites. Donc le « deal » proposé par le PS n'a pu se concrétiser.

D'emblée la CFDT a dit banco à la proposition Bayrou de concertation sur les retraites. Marylise Léon répond dans une interview aux *Echos* du 23/12 : « Nous avons toujours dit que nous saisissons toutes les occasions de rouvrir le dossier ... On ne va certainement pas se priver d'aller à la table des discussions pour poser le problème de l'injustice du décalage de l'âge légal et porter tous les autres sujets, notamment la question des polypensionnés, des inégalités femmes-hommes ». Ensuite, cela ne traîne pas. Dès le 6 janvier, Bayrou commence à recevoir en bilatérales les « partenaires sociaux », ce qui donne l'occasion au président du MEDEF de déclarer qu'il faut élargir le cadre fixé pour la concertation sur les retraites et remettre à plat le financement de la protection sociale dans son ensemble. Il s'agit d'associer les directions syndicales à la liquidation de la Sécurité sociale de 1945 fondée sur le salaire différé.

Dans la Fonction publique non plus cela ne traîne pas. Dès sa prise de fonction, le nouveau ministre se fend d'une déclaration d'amour grotesque aux fonctionnaires et aux dirigeants syndicaux dans laquelle il exprime son empressement à « travailler » avec les directions syndicales pour mieux faire passer un programme (résumé en trois mots : « simplifions, simplifions, simplifions »), qui est la copie de celui que Kasbarian avait mis en avant dans sa volonté de « débureaucratiser » de haut en bas.

Ce que valent les protestations de Mélenchon

Mélenchon n'a pas eu de mots assez durs pour qualifier le « bougé » du PS. Il a parlé notamment de forfaiture. Cela étant, début décembre, le représentant de LFI dans la commission de la défense nationale de l'AN a déclaré : « *il n'y a aucune inquiétude à avoir. Si Macron arrive à stabiliser les choses et à poursuivre la Loi de Programmation militaire, il n'y aura aucune conséquence* », ajoutant : « *s'il faut plus de dépenses, nous trouverons l'argent* ». C'est une déclaration qu'aurait pu faire sans état d'âme un représentant de LR ou du RN, car c'est une déclaration de soutien au militarisme et à l'impérialisme français. Or on n'a pas entendu de

protestation de Mélenchon car il n'y en a pas eu. Comment peut-on d'un côté prétendre dénoncer une capitulation devant les intérêts de la bourgeoisie française sur les retraites et de l'autre endosser une politique qui est celle de la défense de l'impérialisme français dans ses aspects les plus réactionnaires ? Il y a là une contradiction éclairante.

La pseudo radicalité de Mélenchon sur les retraites répond à un objectif politique précis qui est la liquidation du PS pour mieux s'ouvrir le chemin de la présidentielle et du destin que Mélenchon s'imagine en président de la

république défendant les intérêts de l'impérialisme français, ce qui implique bien sûr la défense de l'armée française et de ses possessions coloniales.

Le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau

Cela étant, le 24 décembre, à défaut d'avoir élargi sa base politique, le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau qui est constitué repose sur le même socle commun minoritaire à l'AN que le gouvernement Barnier. Il est composé de LR et des partis de l'ex-majorité. Cela toujours sans qu'ait été adopté un contrat de coalition entre eux sur la politique à mener. La différence est que le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau fait la part moins belle à LR, qui n'a plus que 7 ministres sur les 35 nommés, ce qui provoque déjà des remous et a conduit Wauquiez à déclarer que LR n'accorderait son soutien à la politique gouvernementale que texte par texte.

En conséquence de l'absence d'élargissement, le RN a pu à nouveau influencer sur la composition du gouvernement en mettant son veto sur la nomination de X. Bertrand tout en donnant son aval à celle de Darmanin au ministère de la Justice (Darmanin, le seul représentant du « bloc central » qui s'est prononcé contre les réquisitions du parquet sur l'inéligibilité de Marine Le Pen).

Dans ce gouvernement, on retrouve aussi Retailleau, le ministre de l'Intérieur qui incarnait l'application d'une politique sécuritaire conforme à celle du RN dans le gouvernement Barnier. Le duo Darmanin-Retailleau est salué comme « cohérent » par le RN.

Autre ministre emblématique du macronisme : Borne, qui incarne la réforme Macron des retraites, le 49/3 et la loi

« immigration » adoptée grâce aux voix du RN et dont M. Le Pen avait estimé qu'il s'agissait d'une victoire idéologique de son parti. Comme il a été indiqué plus haut, on y trouve Valls pour s'occuper des Outre-mer. Au stratégique ministère des Finances arrive Lombard, un homme que Macron avait promu à la Caisse des dépôts, un patron dit « de gauche », dont l'essentiel de la carrière s'est fait dans la finance, et dont les premières paroles ont été de promettre de s'attaquer à la dette publique. Avec de Montchalin au Budget, une autre figure du macronisme, c'est l'assurance d'une politique visant à poursuivre les attaques contre les travailleurs pour réduire la dette. La désignation de Tabarot (LR) comme ministre des Transports, auteur d'une proposition de loi remettant en cause le droit de grève dans ce secteur, augure de la politique anti-ouvrière projetée par le nouveau gouvernement.

Tel qu'il est constitué, ce gouvernement n'apparaît en rien susceptible de mettre fin à la crise politique. Tous les éléments semblent au contraire réunis pour qu'il soit promis au même sort que le précédent, dès lors que le RN l'aura décidé. C'est pourquoi la question d'un soutien express ou tacite du PS pour qu'il ne vote pas la censure à l'occasion du budget est une question décisive pour la survie du gouvernement Bayrou.

La crise politique aggrave la situation économique et financière

Stabiliser la situation politique apparaît d'autant plus indispensable que la chute du gouvernement Barnier, puis le sentiment d'impasse politique dans les conditions dans lesquelles le gouvernement a été constitué, ont eu des effets immédiats. L'agence Moody's a décidé de manière impromptue, dans les heures qui ont suivi la désignation de Bayrou, de procéder à la dégradation de la note de la dette française, en expliquant que la persistance de la crise politique ne permettait pas d'engager une politique de rétablissement des comptes financiers. Dans les jours suivants, cette agence dégradait la note des sept établissements bancaires français qu'elle estimait les plus exposés à la dette publique de l'État qui ne cesse de croître. Selon l'INSEE, au troisième trimestre 2024, elle atteignait 113,7 % du PIB, soit plus de 3 300 milliards d'euros. En 2025 la France va emprunter 330 milliards, presque autant que l'Italie sur les marchés financiers, le plus gros emprunteur de la zone Euro.

Mais le contexte politique plombe aussi le climat des affaires. Dans une situation économique dégradée, il devient hors de question pour le patronat de prendre le moindre risque en investissant, tant que le brouillard politique et fiscal résultant de l'absence de budget persiste.

L'industrie s'enfonce dans la récession. D'après un rapport de l'INSEE, en octobre, la production industrielle restait inférieure de 5,7 % à son niveau de février 2020, le taux

d'utilisation des capacités de production industrielle n'a jamais été aussi faible depuis 2010. Les perspectives de production dans l'industrie « sont tombées à leur plus bas niveau depuis près de 10 ans, hors crise sanitaire » dit l'INSEE. Quant aux prévisions d'investissements dits « capacitaires » pour 2025 (destinés à augmenter les capacités de production), elles sont au plus bas depuis 2002. Fait significatif, le processus de désindustrialisation a repris en France : le nombre de fermetures d'usines a dépassé à nouveau en 2024 celui des ouvertures.

La situation du secteur de la construction et de l'immobilier est emblématique. C'est la pire année depuis 2010, avec un nombre de défaillances d'entreprises en hausse de plus de 25 % et 45 000 emplois menacés. Le secteur est dit en « sur-défaut ». Pour 2025, la Fédération française du bâtiment prévoit une nouvelle baisse d'activité significative (autour de 6 %). Elle estime que le nombre d'emplois supprimés devrait avoisiner 150 000 sur les deux années 2024-25.

Le secteur automobile, qui emploie 350 000 travailleurs en France, subit de plein fouet la crise mondiale de surproduction d'automobiles, avec des ventes de véhicules inférieures de 15 % à ce qu'elles étaient avant la crise sanitaire. Cette surproduction, qui résulte pour l'essentiel d'une baisse de la demande (-22,4 % en France pour les immatriculations de voitures neuves à moteur thermique ou

électrique depuis 2019) due à une forte augmentation des prix des voitures (+ 20 % depuis la crise) alors que les salaires réels ont baissé, permet d'illustrer ce que serait la politique d'un véritable gouvernement ouvrier. Ce serait d'exproprier les grands groupes (constructeurs comme équipementiers) et d'établir un plan de production de l'ensemble du secteur pour défendre le droit à l'emploi des travailleurs et satisfaire les besoins sociaux en produisant des véhicules à des prix accessibles aux travailleurs.

La crise du secteur automobile menace des dizaines de milliers d'emplois selon le ministère de l'Économie, en particulier chez les équipementiers sur lesquels les constructeurs répercutent la crise de surproduction. À la baisse de la demande s'ajoute la concurrence très agressive des équipementiers chinois. Résultat : les commandes passées aux équipementiers ont chuté de 27 à 40 % ces derniers mois. Les annonces de plans sociaux se multiplient : Valéo, avec près de 900 suppressions d'emplois ; Forvia, avec 10 000 suppressions de postes en Europe ; Michelin, qui annonce la fermeture des usines de Cholet et de Vannes, avec 1 254 suppressions d'emplois. Mais il ne s'agit là que des entreprises connues. À côté, il y a le tissu des petits sous-traitants, qui représentent les 3/4 des emplois du secteur et qui sont frappés eux aussi par les

plans sociaux. La crise du secteur automobile se répercute sur les secteurs connexes, tels que les aciéries, avec la fermeture des sites d'Arcelor Mittal à Denain et Reims, et la suspension de projets liés aux batteries électriques, tels que celui d'Eramet dans le Nord.

La grande distribution connaît également de graves difficultés (confère le plan social de Auchan de 2 389 postes supprimés), en relation avec la baisse de la consommation de 0,8 % résultant de la hausse de plus de 20 % des prix des produits alimentaires en deux ans.

Ce sont donc tous les secteurs de l'économie et toutes les régions qui sont frappés par des plans sociaux. Le nombre de défaillances d'entreprises est au plus haut depuis 2010, l'année qui a suivi la crise de 2008-2009, avec 66 420 défaillances et 260 000 emplois « menacés ». Les défaillances concernent beaucoup de PME et ETI, ce qui conduit les spécialistes à dire que le cœur du tissu entrepreneurial de l'économie française a été touché. Et il est annoncé qu'en 2025 la vague des défaillances va continuer à monter. Résultat : le chômage augmente, avec 142 000 chômeurs de plus entre septembre et novembre. Fin 2024, l'économie française était donc quasiment à l'arrêt.

Ce n'est pas de « l'Europe » que viendra le salut

Or ce ne sont pas les économies européennes qui peuvent sortir l'économie française de son marasme. Le salut ne peut venir de l'Allemagne – le premier marché à l'exportation de l'industrie française –, qui est entrée en récession depuis la guerre en Ukraine et le renchérissement des prix de l'énergie. Il ne viendra pas davantage des autres économies européennes car la zone Euro dans son ensemble connaît une situation de stagnation en raison de la crise énergétique, du décalage croissant de compétitivité avec l'économie US et de la gigantesque vague d'exportations chinoises.

À cette situation, s'ajoute la perspective de difficultés accrues en 2025 avec la menace d'une augmentation des droits de douanes pour les économies européennes brandie par Trump, sauf à acheter plus de GNL américain, ce qui alourdirait encore les coûts de production des industries européennes et accentuerait le processus de délocalisation vers les USA déjà engagé dans certains secteurs, comme la chimie.

La situation est d'autant plus problématique pour la bourgeoisie française qu'elle ne peut compter sur un quelconque plan européen de soutien aux économies européennes financé en commun. Le gouvernement et le patronat français ont eu beau soutenir le plan Draghi, qui préconise notamment de lancer un super plan Marshall à 800 milliards d'euros d'emprunt par an pour remettre à niveau les économies européennes, cela a été sans succès. Pour l'Allemagne et d'autres pays appelés « frugaux », qui ne veulent pas prendre le risque de « payer pour les autres » avec des emprunts communs, il n'est pas question en effet de dette commune. Bien évidemment, ce n'est pas la dégradation à grande vitesse des finances publiques françaises qui est de nature à les faire changer d'avis... La bourgeoisie allemande s'oriente plutôt vers un renforcement des aides budgétaires d'État à son industrie,

en faisant sauter la règle du frein budgétaire à l'endettement, pour faire face à la concurrence chinoise et américaine. La pression des milieux politiques et économiques allemands dans ce sens se fait de plus en plus forte.

Que cette politique de chacun pour soi constitue une impasse est une évidence. Cette absence de réponse commune des bourgeoisies européennes au rapport Draghi et notamment à sa proposition de grand emprunt en commun, renvoie à la nature de l'UE qui est une construction inachevée car les bourgeoisies européennes sont dans l'incapacité de dépasser le cadre national dans lequel elles se sont constituées et d'unifier l'Europe. Cela illustre la nécessité du combat pour la constitution de gouvernements ouvriers dans les différents pays européens, car seuls de tels gouvernements expropriant le capital peuvent unifier l'Europe en constituant les États unis socialistes d'Europe et offrir un avenir de progrès aux prolétariats et à la jeunesse de tous les pays d'Europe.

Aussi la bourgeoisie française n'a pas le choix. Même si ses cercles dirigeants et ses représentants vont continuer à se battre pour davantage de coopération, pour des emprunts communs européens, elle doit d'abord faire avec ses moyens limités. C'est la conclusion qui s'impose à elle. Cela veut dire avoir au plus vite un budget pour stabiliser la situation économique.

Mais pas n'importe quel budget : un budget qui s'attaque au déficit abyssal des finances publiques pour desserrer l'étreinte qui pèse sur les finances publiques et accroître le soutien au capitalisme français en grande difficulté. La question se pose avec d'autant plus de force que les taux auxquels l'État emprunte ne cessent d'augmenter depuis la prise de fonction de Bayrou et que la charge des intérêts représente un fardeau de plus en plus lourd. Il faut donc

opérer des coupes budgétaires drastiques. Dans quels secteurs ? Le président de la CGPME, Asselin, parlant au nom de l'ensemble du patronat, les désigne : « *la moitié du déficit ce sont les retraites et la sécurité sociale au sens large* ». Très exactement la même exigence que celle formulée par Martin, président du MEDEF, avec sa proposition d'étendre la concertation Bayrou à la remise à

plat de la sécu de 1945. Autrement dit, ce sont tous les acquis de l'après-guerre qu'il faut passer au laminoir pour soutenir le capitalisme français. Cela étant, il faut absolument éviter que le budget soit censuré comme l'a été le budget Barnier par le RN. Voilà quelle est l'équation complexe à laquelle Bayrou est confrontée.

Déclaration de politique générale de Bayrou : le PS s'aligne sur l'exigence de stabilité de la bourgeoisie

C'est la déclaration de politique générale qui doit fixer le cap politique du gouvernement. D'où les tractations intenses entre le gouvernement et le PS associé au PCF et à EELV jusqu'au jour de la déclaration. Ces tractations ont pu donner à penser que le « deal » allait finalement être conclu et la réforme des retraites suspendue. Aussitôt LR montait au créneau avec les déclarations de Larcher (« *ni abrogation, ni suspension* »), de Wauquiez, suivis par Péresse qui déclarait que, dans ce cas, les 7 ministres LR ne pourront se maintenir au gouvernement. Des voix chez Renaissance, comme celle de Cazeneuve, s'élèvent contre la suspension de la réforme des retraites, et Macron fait dire qu'il n'est pas opposé à une discussion portant y compris sur les 64 ans.

Dans ces conditions, il n'y a ni abrogation ni suspension de la réforme des retraites dans la déclaration de politique générale. Bayrou annonce simplement une concertation de trois mois entre les « partenaires sociaux » sur la base du rapport d'une mission dite « flash » de la Cour des Comptes. Toutes les pistes seront ouvertes mais à coût constant, car les éventuelles modifications ne doivent pas donner lieu à une augmentation du coût de financement des retraites. Il précise que la concertation ne pourra donner lieu à une modification de la loi Macron que s'il y a accord entre les partenaires sociaux, ce qui suppose un accord du MEDEF sur les éventuelles modifications proposées. C'est très exactement la confirmation de sa position du 19 décembre, mais en pire, avec la Cour des Comptes pour cadrer les débats. C'est même le cadre propice pour mettre sur la table des propositions « nouvelles » pour permettre des économies au système de retraite par répartition, en introduisant la capitalisation. C'est exactement ce que porte Asselin, le président de la CGPME.

Il faut ajouter que dans sa déclaration du 15 janvier au Parlement, Bayrou a insisté sur le fait qu'il manquerait à l'État, chaque année, « *quelque 40 ou 45 milliards* » pour payer les pensions des fonctionnaires. Cette manière de présenter les choses traduit une volonté ancienne de la bourgeoisie d'en finir avec le Code des pensions des fonctionnaires. Volonté ancienne remise à l'ordre du jour avec la tenue du « conclave » de Bayrou.

Le reste de sa déclaration est à l'avenant. Il donne très peu d'informations concernant les mesures concrètes que ses projets de budget devraient contenir, mais le cadre fixé est clair : il s'agit de s'attaquer à la dette, en préservant le patronat. D'où le fait que l'essentiel des 53 milliards de mesures de diminution du déficit annoncés devront provenir de coupes dans les dépenses. La méthode employée consistera à raboter les crédits des ministères ; à charge pour eux de prendre les mesures en découlant.

Tant le PCF que EELV, qui jusque-là suivaient le PS, n'ont pu manquer de réagir à la suite de la déclaration de politique générale pour annoncer qu'ils voteraient la motion de censure de LFI, ce qui ne mange pas de pain, vu que le RN ne votera pas la censure. Du coup, le PS s'est retrouvé isolé, exactement ce qu'il voulait éviter, avec l'impression justifiée d'avoir été mené en bateau. Forcément cette situation a provoqué des remous au sein de sa direction. Jusqu'où faut-il aller dans le sacrifice sur l'autel de la responsabilité ? C'est la question qui taraude les élus du PS, d'autant plus que Mélenchon a commencé à brandir la menace de retirer son soutien électoral. C'est pourquoi la direction du PS est revenue à la charge auprès du gouvernement pour qu'il fasse les gestes lui permettant de ne pas voter la censure. Sur les retraites, Faure a demandé qu'après la concertation de trois mois, dont il avalise le cadre, les propositions faites dans ce « conclave » soient soumises à l'Assemblée nationale.

Bayrou, cherchant à obtenir la neutralité du PS, lui faisait parvenir une lettre le jour du vote de la motion de censure. Sur les retraites, il s'engageait à présenter « *sur la base des avancées issues des travaux des partenaires sociaux* », ... « *sous réserve d'un équilibre financier global maintenu* » « *un nouveau projet de loi* ». Autrement dit, les « avancées » issues de cette concertation seraient des mesures qui auraient l'aval du MEDEF et rentrant dans le cadre budgétaire fixé. Un cadre de concertation idéal pour la CFDT qui s'empresse d'annoncer qu'elle participera, suivie par toutes les autres organisations, y compris la CGT. En réalité, il n'y a aucun recul du gouvernement. Simplement un affichage pour permettre au PS d'essayer de donner le change à ses électeurs et sans doute faciliter la participation des bureaucrates de la CGT au « conclave ». La lettre de Bayrou annonçait également des « gestes » budgétaires, en particulier l'annulation des 4 000 suppressions d'enseignants et du passage à trois jours de carence pour les fonctionnaires.

Au final, le PS a décidé de ne pas voter la censure (à l'exception notable de 8 députés PS qui l'ont votée), en justifiant sa décision par « les gestes » obtenus. En réalité, le PS a fait le choix de la stabilité politique qu'attendait de lui la bourgeoisie depuis les élections législatives. Il l'a fait seul, et sans obtenir de gestes significatifs censés le protéger politiquement. Car il est évident que les concessions partielles et catégorielles qu'il a obtenues sur le plan budgétaire sont d'une portée dérisoire par rapport à l'écho qu'aurait eu un geste tangible, parlant à tous les travailleurs et d'une réelle portée politique, tel une suspension, même provisoire, de la réforme des retraites. Il n'est qu'à voir la nervosité dont fit preuve LFI lorsqu'il a semblé que la suspension de la réforme des retraites pouvait être acquise.

En apportant un soutien de fait au gouvernement Bayrou, le PS vient de confirmer qu'il est bien un « parti de gouvernement », c'est-à-dire un parti prêt à se sacrifier au compte de la bourgeoisie, comme il l'a toujours fait lorsqu'il était au pouvoir.

Quant aux budgets, vu le cadre fixé, les 53 milliards de réduction du déficit, dont 32 milliards de baisse des

dépenses et l'ampleur des coupes qui en découle, il est clair qu'ils seront des budgets d'austérité au service d'une politique dont l'axe est l'urgence pour la bourgeoisie française d'entreprendre la liquidation de toutes les conquêtes qui la plombent dans la concurrence internationale.

**Combattre pour imposer aux directions syndicales
de rompre avec la concertation Bayrou sur les retraites
et d'engager le combat centralisé contre le budget**

La participation des directions syndicales au « conclave », le fait qu'elles l'aient demandée, constitue l'acte politique qui matérialise aujourd'hui leur association au dispositif de la bourgeoisie française pour se sortir des difficultés politiques et faire passer les contre-réformes qu'exige sa situation.

Pour le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau cela commence par faire adopter ses projets de budgets (État et Sécu) le plus rapidement possible. Malgré la censure, c'est le projet de budget Barnier qui va poursuivre son parcours parlementaire en vue d'une adoption avant le 1^{er} mars. Le programme de Bayrou est le même que celui de Barnier : tailler à la serpe dans les budgets sociaux, la Sécu, l'école, l'université, pour gonfler le budget militaire, celui de la police et subventionner massivement les capitalistes.

Nul doute que les partis bourgeois divisés vont s'étripier sur telle ou telle mesure, mais pour tous, il s'agit de faire payer la crise qui les ronge par les travailleurs et la jeunesse.

Aucune des revendications du prolétariat ne peut être satisfaite sans préparer l'affrontement avec le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau. Cela nécessite que les directions syndicales arrêtent de le soutenir, qu'elles rompent leur participation au « conclave » et à toutes les réunions de dialogue social avec lui et le patronat et engagent le combat sur le mot d'ordre : « à bas le budget 2025 ! ».

Mais elles ne le feront pas d'elles-mêmes. C'est pourquoi partout où c'est possible, il faut intervenir, il faut multiplier les prises de position de sections syndicales et de syndicats pour le leur imposer en mettant en avant qu'elles ont le pouvoir d'organiser une puissante manifestation à l'Assemblée nationale pour en empêcher son adoption.

C'est l'axe sur lequel les militants du Groupe pour le Parti ouvrier révolutionnaire et l'Internationale ouvrière révolutionnaire interviennent dans la lutte de classe.

Le 18 janvier 2025



BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 30 EUROS)

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : LOCALITÉ :

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. – 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Directeur de la publication : Yves ANKAOUA -- Commission paritaire n°67187 -- Numéro°ISSN: 0763790 X -- Imprimerie spéciale

Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr